

*Affaires courantes*

**M. le Président:** Nous ferions peut-être mieux de mettre fin à cet échange dont je suis apparemment responsable. Le député de Kamloops a la parole.

**M. Nelson A. Riis (Kamloops):** Monsieur le Président, j'ai une question à poser à mon collègue. Il a dit que l'autre endroit était en vacances. Le ministre pourrait-il me dire comment on peut partir en vacances quand on est déjà en vacances?

**M. le Président:** Je suis content de ne pas avoir à prendre cette question en délibéré.

## AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

## PÉTITIONS

## RÉPONSES DU GOUVERNEMENT

**M. Albert Cooper (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes):** Monsieur le Président, conformément au paragraphe 36(8) du Règlement, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, la réponse du gouvernement à 98 pétitions.

[Note de l'éditeur: Voir les Procès-verbaux d'aujourd'hui.]

\* \* \*

## LA LOI SUR LES PRÊTS AUX PETITES ENTREPRISES

## DÉPÔT DE RAPPORT ANNUEL

**L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)):** Madame la Présidente, conformément au paragraphe 32(2) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer, au nom de mon collègue le ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, deux exemplaires, dans les deux langues officielles, du rapport annuel sur l'administration de la Loi sur les prêts aux petites entreprises pour l'année financière se terminant le 31 mars 1989.

Si vous me permettez, j'aimerais exprimer ma gratitude à tous les députés et aux sénateurs qui ont permis l'adoption rapide du projet de loi C-56, qui prolonge de trois ans la période d'application de la Loi sur les prêts aux petites entreprises.

**Des voix:** Bravo!

[Français]

## DÉCRETS DE NOMINATION

## DÉPÔT ET RENVOI AUX COMITÉS PERMANENTS

**L'hon. Harvie Andre (ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes):** Il me fait grand plaisir de déposer aujourd'hui à la Chambre, dans les deux langues officielles, les décrets annonçant les nominations faites récemment par le gouvernement.

En vertu de l'article 110(1) du Règlement, ces décrets sont réputés avoir été renvoyés aux Comités permanents indiqués en annexe.

\* \* \*

[Traduction]

## LE LOGEMENT

## LA MISE EN VALEUR DES TERRAINS FÉDÉRAUX

**L'hon. Alan Redway (ministre d'État (Habitation)):** Madame la Présidente, en octobre dernier, j'ai eu l'honneur d'annoncer la vente d'une deuxième portion des terrains fédéraux excédentaires dans la région de Toronto dans le but de corriger le déséquilibre entre la disponibilité de terrains propres à la construction de logements et la demande de nouveaux logements dans cette région.

• (1530)

Dans le cas des sites Downsview et Vaughan, nous nous sommes engagés à édifier des collectivités entièrement intégrées où seront représentés un large éventail de revenus et à garantir, par un mélange de types de logements, qu'au moins 25 p. 100 des 7 500 nouveaux logements seront à prix abordable.

[Français]

Aujourd'hui, je suis heureux d'annoncer à mes collègues de la Chambre la mise en oeuvre par la Société canadienne d'hypothèques et de logement, l'Agence canadienne de l'habitation, de deux nouveaux projets qui contribueront à alléger davantage le problème de la pénurie de logements abordables à Toronto et à Vancouver. L'importance de ces initiatives ne se mesure pas seulement au nombre de logements réalisés; c'est l'exemple qu'elles offrent qu'il faut surtout retenir.

[Traduction]

Dans la collectivité de Kitsilano, à Vancouver, la SCHL possède et administre deux projets domiciliaires comprenant 349 logements répartis sur 16 sites—les Terrasses Vancouver et les appartements Broadway. Ces immeubles ont besoin de rénovations et ne répondent plus à l'évolution des besoins de leurs occupants vieillissants. Un réaménagement s'impose mais ce mot a une connotation négative pour bien des gens. Notre façon de faire